
SOCIALISME ou BARBARIE

Paraît tous les deux mois

■
Comité de Rédaction :

P. CHAULIEU

Ph. GUILLAUME — C. MONTAL — J. SEUREL (Fabri)

Gérant : G. ROUSSEAU

■
Ecrire à :

« SOCIALISME OU BARBARIE »
18, rue d'Enghien - PARIS - 10^e

Règlements par mandat :

G. ROUSSEAU - C.C.P. 722.603

■
LE NUMERO 500 francs

ABONNEMENT UN AN (six numéros).... 100 francs

SOCIALISME OU BARBARIE

LE STALINISME EN ALLEMAGNE ORIENTALE

Note de la rédaction : Ce texte est un fragment d'un ouvrage plus large, préparé par un camarade qui a vécu plusieurs années de cette après-guerre en Allemagne occupée, tant occidentale qu'orientale. Il contient une documentation extrêmement précieuse, et constitue certainement les descriptions les plus complètes de la bureaucratisation de l'Allemagne orientale, vue du dedans. Comme tel, et bien qu'il se refuse d'adopter une position théorique systématique face au problème de la constitution de la bureaucratie, nous le publions, en pensant qu'il offre une contribution remarquable à l'étude des transformations sociales dont notre époque est le théâtre. Un deuxième fragment du même ouvrage, formant suite à celui-ci, sera publié dans le prochain numéro de « Socialisme ou Barbarie ».

I

LE NOYAU DES STALINIENS A TOUTE EPREUVE

A la défaite allemande, en 1945, le prolétariat de Berlin et des grandes villes allemandes était loin de ressembler à celui de Paris, de Rome, ou de Milan; il était en grande partie insensibilisé politiquement et rendu amorphe par la défaite, les bombardements, la terreur. Cette image pourtant est loin d'être fautive. Bon nombre d'ouvriers de l'Allemagne orientale attendaient l'arrivée des Russes, sinon avec espoir, du moins, sans crainte : « Les Russes ce sont des ouvriers — se disaient-ils — ils ne vont pas nous faire du mal à nous ». A Berlin, dans le quartier de Wedding par exemple (le Wedding était surnommé le rouge), on voyait à quelques-unes des fenêtres des maisons encore debout, le drapeau rouge à côté du drapeau blanc de la reddition. Surtout, un peu partout, les ouvriers d'avant-garde

qui, malgré la terreur, étaient plus ou moins restés en contact sur le plan local, redevenaient actifs. A Berlin, et dans les autres villes, les batailles de rues n'étaient pas encore terminées que des groupes communistes se formaient dans les quartiers, indépendants les uns des autres. Ils portaient des noms différents suivant l'arrondissement : à Charlottenburg, c'était le Parti communiste révolutionnaire; à Wilmersdorf, le Parti communiste international. A Spandau, à Grünau et ailleurs, le Parti communiste tout court.

Tous les groupes réadoptèrent l'ancienne insigne du Parti : la faucille et le marteau. Dans certaines villes (en Thuringe par exemple) les communistes s'emparèrent des mairies. Partout dans ces groupes spontanément créés, on espérait — assez vaguement — que le moment de la révolution était venu.

Mais cet état de choses ne dura pas longtemps. Dès le premier jour étaient arrivés avec les Russes, en uniformes soviétiques, une partie des staliniens allemands émigrés à Moscou. Tout était prévu et pour chaque quartier un responsable sûr était désigné à l'avance. La première chose que fit celui-ci fut d'interdire, avec l'aide des Russes, le port de la faucille et du marteau ainsi que de dissoudre les groupes communistes formés spontanément. Ceux-ci se soumièrent de mauvaise grâce. A Wilmersdorf, devant l'interdiction, le Groupe Communiste International se transforma en Comité de l'Allemagne Libre, du nom du comité existant à Moscou. Celui-ci aussi fut dissous immédiatement et comme il continua malgré tout à fonctionner semi-légalement son dirigeant fut mis en prison pour une dizaine de jours. Des cas analogues se produisirent à d'autres endroits.

En même temps les ouvriers d'avant-garde et ceux qui malgré la propagande nazie croyaient à l'armée rouge furent très vite et très durement déçus. Malheureusement, les soldats russes se comportèrent en tous points comme Goebbels l'avait prévu, et les drapeaux rouges du Wedding ne les empêchèrent pas de violer les ouvrières et de piller les logements ouvriers échappés aux bombardements. Pendant trois semaines environ régna la terreur et avec juste raison on a affirmé que le temps était venu de réadapter la vieille comptante populaire de la guerre de trente ans : « *Nat Kintlein het morgen kommt der Schwed* ». (Prez mon petit, prez demain vient le Suédois).

Le mouvement populaire, déjà très restreint, reflua vite. En même temps les autorités soviétiques, en accord avec les staliniens de Moscou s'évertuèrent à ne pas laisser rentrer trop tôt dans les grandes villes les communistes rescapés des camps de

concentration. Ainsi, 100 à 150 rescapés allemands du camp de Brandebourg sont retenus pendant près de six semaines (du début mai à la mi-juin) dans une caserne de Spandau, dans la banlieue de Berlin.

On peut caractériser la période comprise entre le 2-3 mai (occupation totale de Berlin) et le 10 juin (ordre n° 2 du maréchal Youkow permettant la reconstitution des Partis antifascistes), comme celle où se forma le premier noyau de staliniens 100 %. Le rôle décisif fut tenu par les émigrés de Moscou. Ceux-ci n'étaient pourtant pas très nombreux (3 à 400) mais étaient généralement « très sûrs » et avaient déjà joué un rôle de direction dans le Comité de l'Allemagne Libre formé en U.R.S.S. parmi les prisonniers de guerre allemands. Avec l'aide matérielle des Russes et sous l'égide d'officiers de contrôle spécialement désignés par le commandement militaire, les émigrés de Moscou préparèrent le lancement officiel du Parti. Ils procédèrent d'abord à une sélection parmi les communistes des groupes spontanés et parmi ceux qui rentraient peu à peu des camps de concentration. Relativement peu d'éléments furent caractérisés dès le début comme comprenant la ligne et adoptés parmi les cadres du futur parti. En même temps quelques-uns parmi les émigrés staliniens de France et de Suède arrivaient à Berlin. Le 10 juin, aussitôt publié l'ordre du maréchal Youkow, parut la *Deutsche Volkszeitung*, organe du Parti communiste qui publiait dans son premier numéro un appel au peuple allemand signé par un Comité d'initiative de seize personnalités. Quelques jours après, les Comités staliniens pour Berlin et les Comités des « pays » de la zone soviétique se formaient de la même manière que le premier Comité central, par en haut et sans aucune participation libre des groupes formés spontanément. Sur les seize membres du premier Comité central, neuf arrivaient de l'U.R.S.S. C'étaient les principaux : Pieck, Ulbricht, Ackermann, Sobotka, Bechner, Hörnle, Mattern, Marthe Arendsee, Otto Winzer. Sur le restant, un venait de Suède et les autres étaient des « sélectionnés » parmi les communistes trouvés encore en liberté et parmi ceux qui sortaient des prisons et des camps de concentration. Les Comités de Berlin et des « pays » offraient des images semblables, avec peut-être une participation plus large des éléments restés en Allemagne. Tous étaient officiellement en contact avec des délégués spéciaux des autorités soviétiques. De manière très approximative on peut estimer le noyau de staliniens « sûrs » de la zone soviétique à la mi-juin 1945 à quelque deux à trois mille militants. Mais d'ores et déjà on pouvait considérer comme faisant partie en puis-

sance de ce noyau (politiquement la grande majorité était sûre) les quelques trois mille émigrés staliniens de France et d'ailleurs qui revinrent presque tous dans le courant de l'année qui suivit.

**

Le premier noyau de staliniens « dans la ligne » s'est donc formé en 1945, en dehors et contre l'initiative spontanée des ouvriers d'avant-garde. Il a été formé sous l'égide des autorités soviétiques et de la N.K.V.D. par les staliniens venus de Moscou qui eux-mêmes étaient assimilés à la bureaucratie de l'U.R.S.S. (quelques-uns parmi les principaux chefs avaient d'ailleurs acquis la citoyenneté soviétique). D'autres éléments furent intégrés au noyau dans la mesure où ils possédaient, ou acceptaient en tout, la manière de voir des éléments venus de Moscou. Dès le début le noyau eut sa vie et ses préoccupations propres.

Quelle était l'idéologie de ce noyau ? L'appel du 10 juin 1945 déclare formellement : « Hitler n'est pas seul coupable des crimes commis envers l'Humanité. Le peuple allemand est devenu l'instrument de Hitler et de ses maîtres impérialistes et il partage leur culpabilité ». Et plus loin : « Nous autres communistes allemands, nous proclamons que nous nous sentons coupables aussi. » La conclusion est que l'ensemble du peuple allemand doit payer des réparations. Ensuite : « Nous considérons comme erronée à l'égard de l'Allemagne l'introduction du régime soviétique, car elle ne correspond pas aux conditions de l'évolution de l'Allemagne au moment présent. »

Plus tard cette idéologie se précise. Buchwitz, chef du S.E.D. de Saxe, déclare sur il « se félicite que la production des Sociétés Anonymes Soviétiques va en U.R.S.S. car la Russie doit être prête contre les fauteurs de guerre impérialistes. » De même : « les démontages dans la zone orientale sont justifiés, car le pays contre qui on prépare la guerre doit organiser sa sécurité. » (Kurier du 17-10-1947). Les démontages de rails de chemin de fer ne sont pas moins justes d'après l'organe de S.E.D. *Berliner Zeitung* (du 6-12-1947) qui, parlant des nécessités de la reconstruction en U.R.S.S. déclare : « On comprend alors bien, si on enlève chez nous des rails qui ne sont pas absolument indispensables (1) ». Quant à l'organe officiel du S.E.D., *Neues Deutschland* (du 6-12-1947), il ne peut contenir sa mauvaise

(1) Pour préciser la notion de « absolument indispensable » il est utile de savoir qu'on a enlevé une partie des rails du chemin de fer intérieur de Berlin, principal moyen de locomotion dans la capitale. Dans la zone soviétique il n'y a plus de lignes de chemin de fer qui soient doubles sauf quelques fragments isolés en Thuringe.

humeur lorsqu'il parle du Parti socialiste qui (dans un but démagogique d'ailleurs) a demandé « où est la solidarité du prolétariat de l'U.R.S.S. ? » Sans répondre à la question la *Neues Deutschland* proclame : « Nous devons être reconnaissants à l'U.R.S.S. qui constitue l'espoir des travailleurs de tous les pays. Le peuple soviétique réalise quelque chose dans l'intérêt de tous les travailleurs. »

On peut résumer l'idéologie du noyau stalinien de S.E.D. de la manière suivante : « Le socialisme n'est pas possible en Allemagne au moment présent; l'U.R.S.S. seule est en train de le réaliser. Le moyen immédiat pour les ouvriers allemands de contribuer à la réalisation du socialisme est de fournir à l'U.R.S.S. les richesses de leur pays. » La théorie de la culpabilité collective du peuple allemand constitue une justification supplémentaire pour les démontages, etc.

Cette idéologie ainsi que la foi absolue des vrais staliniens allemands en U.R.S.S. et son régime constitue en ce moment le seul moteur de l'activité du S.E.D. Elle constitue aussi le ciment qui a réuni dès le début les divers éléments du cadre stalinien. La foi en l'U.R.S.S. et en son régime ainsi que la volonté de l'aider à sa manière constitue le fin mot de toutes discussions sérieuses avec un Staliniens allemand convaincu.

Ainsi le noyau des cadres du Parti communiste allemand s'est constitué, ou plutôt reconstitué, en 1945, en dehors de la vie et de l'initiative de l'avant-garde ouvrière, et avec une idéologie et une stratégie générale entièrement étrangères aux tendances de cette avant-garde.

Pour expliquer ce phénomène, ce fait qu'un grand nombre de militants ouvriers soient restés fidèles à une organisation qui s'est à ce point éloignée des buts pour lesquels elle a été créée, il faudrait une étude spéciale. Il faudrait tenir compte de l'histoire du Parti communiste allemand et de l'histoire du Komintern en général. Sur un plan plus large il faudrait poser le problème du rôle du facteur subjectif dans l'histoire et dans l'histoire du mouvement ouvrier en particulier. Nous nous limiterons ici à quelques indications sur la composition du premier noyau de staliniens 100 %.

Le sort des cadres communistes allemands après 1933, a été différent suivant qu'ils sont restés dans le pays ou ont émigrés. Le sort de ces derniers a été également très divers. Pour beaucoup le schéma suivant est valable : 1933 : Tchécoslovaquie ou France ; 1936 : volontaires en Espagne ; 1939 : camps de Gurs, Argelés ou Vernet ; 1941 : livrés à la Gestapo ou clandestins en France ; 1942 : résistance en France (« Travail Allemand » au

maquis) ; 1945 : rentrée en Allemagne. Il est difficile de donner des chiffres exacts. Toutefois, il y eut quelques 3.500 volontaires allemands dans les brigades internationales sur lesquels 80 % des communistes. Près de 60 % sont morts en Espagne. Sur le reste, jusqu'à la fin, un millier environ sont restés en vie, dont quelques 800 communistes. Presque tous sont rentrés en Allemagne et à peu près la moitié dans la zone russe. Ceux qui sont rentrés occupent tous des postes de confiance.

Partout où ils sont passés, les cadres communistes allemands ont formé des groupes de langue qui se sont intégrés aux partis staliniens des pays respectifs. Ils ont en général vécu la vie particulière aux militants les plus dévoués du Komintern et sur le plan politique ont suivi à la lettre tous ses tournants.

Entre 1939-1941 ils ont proclamé leur « neutralité ». Nous ne sommes ni pour ni contre la guerre de Hitler », déclaraient les *Politische Informationen*, périodique des Staliniens émigrés à Stockholm. Entre 1941 et 1945 ils ont approuvé la politique chauvine et antiallemande des Partis communistes et du Parti Communiste Français). Ces indications politiques sont valables également pour les Staliniens allemands émigrés en Angleterre ou aux Etats-Unis.

Un indice de l'attachement des cadres staliniens à leur organisation : à Stockholm, (centre d'émigration social-démocrate) il y avait quelque cinquante communistes et quelque cent cinquante socialistes. Presque tous les communistes sont rentrés et seulement un tiers environ des sociaux-démocrates.

Assez différent, quoique dans un certain sens aussi tragique, fut le sort des Staliniens allemands émigrés à Moscou. Trois à quatre cents sont rentrés, mais un très grand nombre avait été « liquidé » pendant la période des procès de 1937-1938. Beaucoup d'autres ont été expulsés à la même époque comme peu sûrs et renvoyés en Allemagne pour travailler illégalement. Mais ceci fut fait au vu et au su de tout le monde et la plupart tombèrent entre les mains de la Gestapo. Ceux qui restèrent en U.R.S.S. approuvèrent ces mesures et proclamèrent leur amour du stalinisme avec d'autant plus de frénésie que leur plus proches camarades étaient « liquidés ».

Dans l'ensemble donc, l'émigration communiste allemande a mené sur le plan politique et organisationnel la vie particulière aux staliniens. En 1945 les émigrés étaient prêts à reprendre leur rôle en Allemagne.

Tout différent fut le sort des cadres communistes restés dans le pays. La plupart furent détruits physiquement. On peut apprécier à quelque huit à dix mille le nombre des communistes

qui subsistèrent dans les prisons et les camps de concentration et qui s'établirent en 1945 à Berlin et dans la zone soviétique. De même jusqu'à la fin de l'Hitlérisme il y eut des groupes communistes illégaux plus ou moins isolés les uns des autres. Le S.E.D. apprécie à dix mille le nombre des « liaisons » du principal de ces groupes : Le groupe Saeffkow. L'état d'esprit des communistes restés en Allemagne était en 1945 très différent de celui des émigrés. Ils croyaient aussi en l'U.R.S.S. et en Staline mais généralement ils avaient conservé les conceptions internationales d'avant 1933.

Au début, en 1945, les anciens communistes formaient le gros de l'organisation (70 à 80 % des membres). Il y eut des nombreux cas de frictions politiques entre les anciens communistes et la nouvelle direction. Mais cette dernière en est sortie toujours et très facilement victorieuse. Les « anciens » n'avaient pas de cohésion politique. Ils se réclamaient, comme les nouveaux, eux aussi, de l'U.R.S.S. et de Staline et en même temps ils étaient très touchés et démoralisés par le comportement de l'Armée Rouge. Dans l'année qui suivit, une sélection s'opéra parmi les anciens : une partie (les plus nombreux) devint plus ou moins inactive, une autre « comprit » la ligne et s'intégra au noyau. Pour ces derniers le fait que le parti détenait le pouvoir et disposait de toutes « les places » eut une importance plus ou moins grande suivant le cas. En général, comme nous le verrons, si le noyau primitif s'est élargi considérablement par la suite, c'est dû en grande partie au même fait.

**

Bien sûr le noyau n'était et n'est pas un groupe aux limites nettement tracées ; ce n'en est pas moins une réalité tangible et un phénomène particulier. Il s'est formé en dehors de la réalité sociale allemande de 1945 et sous l'égide d'une armée étrangère qui terrorisait l'ensemble de la population. Il pratique une idéologie dont les racines ne sont pas dans la société allemande, mais dans le pays et la catégorie sociale aux profits desquels l'armée russe prime et exploite la population allemande. Conformément à son idéologie il facilite cette exploitation. Ses membres les plus importants venaient en 1945 de vivre à l'étranger douze ans d'une vie qui les avait assimilés justement à cette catégorie sociale qui exploite maintenant les ouvriers allemands. Pour d'autres de ses membres ces douze années furent surtout des années de travail plus ou moins con-

scientes, pour la puissance du même groupe social de bureaucrates exploiters. Par la suite, grâce au fait qu'il exerce le pouvoir, ce noyau s'élargit, se différencie et se transforme lui-même en une bureaucratie qui mène sa vie à soi, en dehors et de la bourgeoisie, et du prolétariat allemand, mais, à partir d'un certain niveau, en contact avec les cadres de l'armée de la puissance occupante et exploiteuse. Tous ces faits sont généralement connus et réprouvés, de manière différente, et par les bourgeois et par les ouvriers allemands. On peut donc dire que la bureaucratie stalinienne allemande forme un groupe et une force sociale à part, en dehors des groupes et des forces traditionnels de la société du pays.

En 1945, en dehors de son propre élargissement, deux tâches essentielles se posaient devant le noyau : entraîner malgré tout les masses dans sa politique pro-russe et exercer le pouvoir pour le mieux des intérêts de l'U.R.S.S.

II

LE PARTI STALINIEN ET LA VIE ECONOMIQUE ET SOCIALE DU PAYS

Politique du commandement soviétique.

Le facteur déterminant en Allemagne orientale en 1945 fut que le Kremlin ne voulait pas de révolution. Dès les premières semaines de l'occupation la politique du Kremlin apparut clairement : sur le terrain économique l'Allemagne constituait pour la Russie dévastée par la guerre une source d'équipements ; sur le terrain de la politique internationale, elle lui était une base stratégique, un glacis de défense éventuelle de ses territoires et un moyen d'octroyer des avantages et des compensations à ses satellites favoris.

Le Kremlin accordait à la Pologne 105.000 km. carrés en échange des territoires polonais annexés par l'U.R.S.S. Près de 15.000.000 d'Allemands devaient émigrer de Tchécoslovaquie, de Prusse Orientale, de Silésie, de Yougoslavie, de Roumanie, etc. Parmi ces réfugiés il y eut un nombre immense de victimes. Le comité américain contre les expulsions en masse

parle de 4.800.000 morts. Les réfugiés abandonnaient dans les pays respectifs des valeurs estimées à 16 milliards de dollars.

Sur le terrain économique, la zone soviétique fut au début pour le Kremlin une terre ennemie d'où il fallait emporter au plus vite ce qui y existait de meilleur. Cette politique s'explique par l'attitude générale du Kremlin envers les territoires occupés et en particulier envers l'Allemagne, par la crainte que sa domination ne fût que provisoire et surtout par la grave pénurie de produits industriels régnant en U.R.S.S. par suite des destructions de guerre.

En effet en 1944 l'U.R.S.S. avait perdu les 66 % de sa production de charbon, les 75 % de son fer, les 60 % de ses installations sidérurgiques ; 32.000 entreprises industrielles de toutes sortes avaient été détruites ainsi que 175.000 machines outils. 65.000 km. de voies ferrées avaient été démontés ou abîmés. On comprendra la tentation que subirent les dirigeants du Kremlin lorsqu'ils se trouvèrent maîtres absolus d'une partie de l'Allemagne qui détenait (chiffres de 1936 pour l'actuelle zone russe et Berlin) : 49 % de la production allemande de machines-outils ; 55 % de la production de machines-textiles ; 61 % de l'électro-industrie ; 58 % de la mécanique de précision et de l'optique ; 47 % de l'industrie textile ; 34 % de la métallurgie des demi-fabriqués ; 35 % de la fabrication d'objets métalliques d'usage courant, etc.

Les démontages commencèrent dès le premier moment et constituèrent le fait dominant de l'économie de l'Allemagne orientale en 1945-1946.

Dès 1946 pourtant une nouvelle étape commençait, celle qu'on pourrait appeler des Sociétés Anonymes Soviétiques. Pendant celle-ci, le fait dominant, ce ne furent plus les démontages, mais les prélèvements sur la production courante. De « terre d'où il faut enlever tout », la zone soviétique s'était transformée en « terre à produire des réparations ». Enfin en 1948 les autorités d'occupation se décidèrent pour une planification à longue vue ayant comme but l'inclusion de l'économie de la zone russe dans l'espace soviétique.

Cette division en 3 étapes de l'occupation soviétique contient bien entendu une part d'arbitraire. Elle tient toutefois compte du fait dominant des différentes époques entre 1945-1948 : au point de vue de la vie économique et sociale du pays, les politiques successives de commandement soviétique constituèrent un élément décisif.

CHAPITRE I

L'ETAPE DES DEMONTAGES

Ambiance générale dans laquelle s'effectuèrent les démontages.

A l'entrée des Russes dans Berlin il n'y avait plus de vie économique dans la ville. Terrassés par les bombardements, les habitants vivaient depuis une semaine déjà dans les caves. L'eau, le gaz, l'électricité ne fonctionnaient plus. Dans la majorité des quartiers on avait cessé la fabrication du pain. Les morts, en général, n'étaient plus enterrés.

C'est au milieu de cette atmosphère qu'arrivèrent les soldats de l'armée Joukov, originaires en majorité des régions arrières de l'U.R.S.S. Aveuglés par le désir de vengeance et par la propagande chauvine — l'écrivain Ilya Ehrenbourg déclarait à la radio de Moscou qu'« il n'y a de bons que les Allemands qui sont morts » — les soldats avaient reçu officieusement la permission d'agir suivant leur gré envers la population de la ville. Suivit une période de terreur qui, selon les quartiers, dura jusqu'à 15 jours. Depuis, la notion de soldat russe est liée pour les habitants de Berlin à deux expressions : « Uhri, Uhri » et « Frau komm ! », ce qui signifie : « la montre, la montre » et « femme, viens ». Suivant la statistique officielle il y eut à Berlin au mois d'avril 1945, 3.900 suicides et au moins de mai, 1.000. La moyenne mensuelle de 1938, pour une population presque double, avait été de 176. En vérité les chiffres de 3.900 ou de 1.000 sont en dessous de la réalité car ils ne contiennent que les cas dont les autorités avaient été saisies. Or au début celles-ci n'existaient pas et quelques morts de plus se perdaient dans le chaos général. Parmi les suicidés on peut compter une bonne moitié de femmes violées par les soldats. A quelques variantes près, la même image est valable pour toutes les grandes villes de la zone soviétique.

Parallèlement les autorités militaires entreprenaient le démontage des usines. Il y avait une logique dans le comportement général de l'Armée Rouge : à peu près comme les soldats pensaient aux montres, la première réaction des dirigeants soviétiques fut d'enlever toutes les machines d'Allemagne et de les emporter en U.R.S.S. Quelque chose d'instinctif existait dans ce mouvement, mais le facteur ne fut pas le seul, car dès la conférence de Yalta on pouvait prévoir cette attitude. Suivant les révélations de Byrnes, Maisky, membre de la délégation sovié-

tique, proposait à la conférence une amputation de 80 % de l'industrie allemande. Les usines devaient « être saisies et démantées sur le compte des réparations ».

Bien entendu les démontages contribuèrent à prolonger le désarroi de la population. Cependant, aussitôt les pillages et la fusillade terminés, les travailleurs s'attelèrent à la réorganisation de la vie des villes. Les femmes déblayèrent les rues. Des comités de femmes également s'occupèrent du ravitaillement. Les ouvriers s'assemblèrent à leurs usines et une fois de plus ils firent preuve de leurs qualités traditionnelles de ténacité et d'habileté : avec des moyens de fortune, lorsque c'était possible, ils réparèrent les machines. En général, nombreux étaient ceux qui pensaient que la première vague de terreur et de démontages passée, une vie nouvelle pourrait recommencer.

Parallèlement, les autorités militaires favorisaient cette réorganisation : même pour démonter il fallait un certain ordre. Dès le 6 mai le général Bersarin, commandant de Berlin, nomma une nouvelle municipalité formée en majorité de Staliniens. Parallèlement les camions de l'armée, seul moyen de transport existant, aidaient au ravitaillement de la ville et le génie militaire participait aux réparations les plus urgentes de ponts, de conduites d'eau, etc. Les usines dont le propriétaire s'était enfui — et c'était le cas pour la majorité des grosses entreprises — étaient dotées d'un gérant, homme de confiance autant que possible. Le 4 juillet, lorsque les municipalités étaient reconstituées, le maréchal Youkov nomma les gouvernements des « Pays » et à la fin du mois les administrations centrales pour la zone soviétique.

Réformes sociales et démontages.

A la faveur de cette reprise relative de la vie économique et administrative le noyau primitif de Staliniens 100 % se développait rapidement et devenait un parti. Il était partout en place : dans les municipalités, les ministères, les entreprises. Cependant les démontages étaient poursuivis massivement et le gros de la population les mettait sur le même plan que les pillages des premiers jours. Dans les cellules du parti, où la liberté d'expression était plus grande que deux ou trois ans plus tard, nombreux étaient les militants communistes d'avant 1933 qui se rapportant aux principes internationalistes critiquaient l'attitude de l'U.R.S.S.. La direction stalinienne n'était cependant pas à court d'arguments. Elle mettait en avant la nécessité des

réparations pour l'U.R.S.S. et les justifiait par le principe de la culpabilité collective du peuple allemand. Mais surtout elle essayait d'attirer l'attention des travailleurs et des membres du parti sur des faits d'un autre ordre, car parallèlement aux démontages le commandement militaire prenait trois importantes mesures de caractère anticapitaliste et antiféodal : la fermeture des banques, le partage des grandes propriétés agricoles et la nationalisation d'une partie de l'industrie.

Les banques berlinoises furent fermées dès le 6 mai. Celles de la zone soviétique le 23 juillet. Le même jour on créa 5 banques officielles, une par pays, sous la responsabilité des gouvernements respectifs. Cette mesure qui mettait à la disposition du régime stalinien une position de choix pour surveiller l'ensemble de l'économie préluait à une vaste réforme agraire, dont il sera question plus loin, ainsi qu'aux décrets 124 et 126 du début de décembre qui fixaient le statut de l'industrie. Ces deux décrets spécifiaient que les entreprises ayant appartenu à l'Etat, au parti nazi ou à ses membres en vue ; les entreprises ayant produit pour la guerre ou ayant utilisé du travail forcé ainsi que toutes celles qui seront désignées par le commandement militaire seront saisies. En suite de quoi elles seront groupées en trois catégories : A, B et C. La première devait contenir les entreprises ayant appartenu à des criminels de guerre ou des nazis marquants et qui devaient être nationalisées. Dans la catégorie B devaient être placées les entreprises qui après enquête pouvaient être rendues à leur propriétaire. La catégorie C, enfin devait comprendre les usines-clés de l'industrie lourde et aussi quelques-unes des entreprises les plus modernes et les plus rentables des industries légères. Cette dernière catégorie passa sous l'administration directe des autorités militaires. Les entreprises qui n'étaient pas comprises dans l'un de ces groupes restaient propriété privée.

Le parti stalinien souligna bruyamment le caractère anticapitaliste et « progressif » de la fermeture des banques, des nationalisations et de la réforme agraire. Ces deux dernières réformes prenaient presque dans la propagande stalinienne le caractère d'une compensation que l'on offrait aux ouvriers, en échange de la perte des machines sur lesquelles ils travaillaient.

Si parmi la masse des ouvriers cette propagande eut des le début une très faible résonance, elle éveilla par contre au sein du parti un certain écho. La notion d'expropriation des capitalistes, des banquiers et des propriétaires agraires répondait à l'idéal de toujours des militants communistes. Au début le caractère bureaucratique des nouvelles institutions

n'était pas aussi visible que par la suite et les membres du parti accordèrent un certain crédit à la direction.

Cependant les démontages continuaient. On aurait pu penser après la publication des décrets de décembre 1945 que dorénavant ils seraient limités à la catégorie C. Ce ne fut vrai que dans une mesure restreinte. Par ailleurs de nombreuses entreprises furent déplacées d'une catégorie dans l'autre suivant l'intérêt des autorités d'occupation. Jusqu'au département des prises de guerre de l'Armée Rouge qui continua d'exister plus d'un an après la conclusion de l'armistice. La situation générale était donc caractérisée par l'insécurité résultant de la menace des démontages dont aucune branche importante de l'industrie n'était exempte.

Création des S.A.G.

Cependant dès le premiers mois de 1946 on pouvait prévoir un revirement. Les démontages s'avéraient trop peu rentables pour l'U.R.S.S. Malgré le fait qu'ils étaient effectués par des techniciens venus spécialement, ils étaient presque toujours accompagnés de désordre. Souvent les machines arrivaient rouillées à destination, ou bien une partie des pièces s'était égarée. D'autres fois on manquait de personnel qualifié pour le remontage ou l'exploitation. Il y eut des cas où des appareils de précision qui devaient être gardés dans des pièces à température égale étaient laissés pendant des semaines sur des quais de gare. Suivant des données non officielles, le matériel industriel transporté en U.R.S.S. perdait environ 75 % de sa capacité de production. On envisagea alors de le laisser en Allemagne et de prélever sur la production courante. Ce fut le sens du décret 167 de juin 1946 qui créa les Sociétés Anonymes Soviétiques (S.A.G.).

Un autre élément joua encore dans l'esprit des dirigeants soviétiques lorsqu'ils créèrent les S.A.G. Un an s'était écoulé depuis la conclusion de l'armistice et quelques mois depuis les accords de Potsdam. Des désaccords étaient déjà survenus entre l'U.R.S.S. et les occupants occidentaux sur à peu près toutes les questions importantes : le contrôle du désarmement, le problème de la Ruhr, les réparations, le problème du fédéralisme et de l'unité, etc. Il était déjà possible de prévoir que la réunification du pays, prévue à Potsdam ne serait pas réalisée de sitôt. Il était visible par ailleurs que les puissances occidentales misaient déjà sur une renaissance de l'industrie allemande. En mars 1946, lorsqu'eurent lieu les premières discus-

sions sur le niveau maximum que pourrait atteindre l'industrie allemande, l'Angleterre proposa 11 millions de tonnes d'acier par an face à l'U.R.S.S. qui ne proposait que trois. Comme l'U.R.S.S. ne pouvait seule maintenir l'industrie du pays à un niveau aussi bas il lui fallait bien compter avec une Allemagne occidentale qui renaîtrait et elle était obligée d'y adapter sa politique allemande. La décision de laisser les entreprises de la catégorie C dans le pays peut être considérée comme un premier pas dans ce sens.

La publication du décret 167 de juin 1946 correspondait par ailleurs à un événement d'un autre ordre. Deux mois avant sa publication avait eu lieu le congrès d'unification des communistes et des sociaux-démocrates. Ces derniers avaient fini par céder à la pression de l'appareil d'Etat reconstruit et occupé par les Staliniens. L'Administration Militaire Soviétique (S.M.A.) fondait beaucoup d'espoir sur cette unité malgré son caractère artificiel. Elle pensait que le régime allait acquérir une base plus large et le fait de laisser les entreprises de la catégorie C en Allemagne constituait de la part de la bureaucratie stalinienne une sorte de reconnaissance de maturité envers sa branche allemande. On peut dire que les S.A.G. furent le cadeau de noces de la S.M.A. au « ménage » socialiste-communiste.

Cependant même après juin 1946 les démontages continuèrent dans certaines branches (optique notamment). Fin 1946 la situation de l'industrie de la zone soviétique était la suivante (chiffres donnés par le *Manchester Guardian* du 19 mars 1947) pour ses branches principales :

Industries :		
Hauts fourneaux et laminoirs	80	—
Industrie automobile	55	20
Machines industrielles lourdes	55	25
Electrotechnique	60	20
Instruments de précision, optique, etc .	60	15
Ciment	40	10
Verre et céramique	35	15
Celluloïd et papier	45	15
Autres sous-produits du bois	15	20
Ind. objets caoutchouc	80	10
Acide sulfurique	60	5
Soude	80	5
Azote	60	5
Textiles	15	10
Cuir	25	5

Ces chiffres impressionnants paraissent proches de la réalité car ils se recourent avec des autres données partielles et correspondent au tableau de l'industrie de la zone russe qu'offrait à l'époque la foire biennale de Leipzig.

L'étape des démontages pendant laquelle l'industrie de la zone russe fut amputée de quelque 40 % de son potentiel pèsera lourd par la suite sur l'économie de l'Allemagne orientale. Cette étape, plus que celles qui suivront, fut caractérisée par la rapacité et la brutalité de la puissance d'occupation envers les travailleurs allemands. Pourtant, justement pendant les premiers mois d'occupation les illusions sur le caractère du stalinisme furent plus vivants que jamais depuis lors au sein de l'avant-garde ouvrière. Le parti stalinien couvrit et justifia les démontages et les violences de l'Armée soviétique et en même temps il se présente comme la concrétisation des espoirs persistants des vieux militants. Cette acrobatie politique lui réussit dans une certaine mesure à la faveur des mots d'ordre de transformation sociale.

Cependant le noyau stalinien primitif était devenu un grand parti qui au moment de l'unification, en avril 1946, comptait 600.000 membres. Dès la fin de l'étape des démontages la crise du parti rentrait dans un stade aigu. Le S.E.D. (parti socialiste-communiste unifié) contenait déjà la majorité des puissants du jour et les différences de position sociale jouaient dans les rapports entre membres. La couche dirigeante du parti se métamorphosait déjà en une couche sociale privilégiée. Ce processus devint plus net à l'étape suivante.

CHAPITRE II

L'ETAPE DES SOCIETES ANONYMES SOVIETIQUES I.S.A.G., PRELEVEMENTS SUR LA PRODUCTION COURANTE, SOCIETES COMMERCIALES SOVIETIQUES

Selon l'Institut Allemand de Recherche Economique de Berlin restaient encore dans la zone soviétique, à la fin de 1946, quelque 40 % de la capacité industrielle de 1936. Encore ce chiffre est-il estimé trop élevé par les économistes du parti social démocrate. Quoiqu'il en soit, la zone soviétique, région de grande tradition industrielle, avait été durement frappée. Pourtant par rapport à l'Ukraine dévastée, ou au pays arrié-